

CASE INFORMATION SHEET

No 3/2009 (Français)

UGANDA: Action citoyenne en faveur de plus de redevabilité dans les services d'eau et d'assainissement des quartiers défavorisés de Kwempe à Kampala.

Comme dans n'importe quel autre pays, l'eau et l'assainissement en Ouganda sont essentiels à la santé et la survie des êtres humains. Néanmoins, le secteur de l'eau ne constitue pas une priorité du gouvernement. En fait, la part du secteur dans le budget du pays ne cesse de décliner : 4,9% en 2004/05 et seulement 2,8% pour 2007/08 et l'on s'attend à ce que cette part diminue encore. En raison de cela et du manque d'intérêt politique pour ce secteur, il y a un besoin urgent de mettre en place des mesures pour une utilisation efficace et efficiente des ressources du secteur. Améliorer la gouvernance et la lutte contre la corruption dans le secteur est une condition nécessaire pour que l'Ouganda puisse réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable et à l'assainissement d'ici à 2015, ainsi qu'il se l'est fixé dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

La corruption exacerbe les difficultés d'accès à l'eau et à l'assainissement

Kawempe est l'une des plus pauvres divisions administratives de Kampala où vivent environ 269 000 individus sur une zone de seulement 32 km². Elle attire de nombreuses personnes mais ne dispose pas d'installations d'eau et d'assainissement suffisantes pour accommoder toute la population. L'un des plus gros problèmes qui affectent les habitants des quartiers pauvres est le coût prohibitif de l'accès à l'eau propre et potable ainsi qu'à l'assainissement. Bien qu'aucune étude n'ait été réalisée sur l'impact de la corruption dans le secteur de l'eau et de l'assainissement dans la ville, ses effets sont visibles dans les installations de mauvaise qualité qui abritent les projets d'eau et d'assainissement. En 2008, par exemple, une Commission d'enquête sur les dépenses publiques (*Public Expenditure Monitors*) à laquelle participaient des représentants des populations locales a découvert que 12 des 14 latrines construites par le *Kampala Integrated Environmental Planning and Management Project* (KIEMP, projet de Planification et de gestion environnementales intégrées à Kampala) étaient inondés par les eaux souterraines et inutilisables. Ces installations mal conçues étaient la conséquence de la mauvaise gestion des subventions affectées à ce projet. Les citoyens se sont alors rassemblés autour des installations pour manifester leurs inquiétudes en présence des médias. En même temps, les manifestants ont ainsi pu alerter l'ensemble de la population locale sur les pratiques de corruption et de mauvaise gestion et exiger que les chefs de projets rendent des

Informations sur le projet

Organisation: Community Integrated Development Initiatives (CIDI)

Contact: James Kiyimba, Chef de projet,
Citizen's Action Project (Projet d'action citoyenne)

Courriel: kiyimbajames@yahoo.com

Téléphone: +256 712 874677

Pour plus d'informations : www.watsanuganda.watsan.net/page/121

comptes. Il est intéressant de noter que deux chaînes de télévision ont diffusé, à une heure de grande écoute, les préoccupations des habitants de ces quartiers défavorisés.

Les efforts des citoyens dans les quartiers pauvres de Kawempe

Une ONG locale, la *Community Integrated Development Initiatives* (CIDI), en partenariat avec WaterAid, met en œuvre un projet d'Action citoyenne à Kawempe (*Citizens' Action Project* ; il s'agit d'un projet d'eau et d'assainissement visant à renforcer les pouvoirs de la population locale). L'objectif du *Citizens' Action Project* est de permettre aux populations urbaines pauvres de se faire entendre pour que les fournisseurs et les décideurs assurent des services d'eau et d'assainissement adéquats. Grâce à ce projet, les populations locales ont pu collecter des informations et faire valoir leurs droits auprès des fournisseurs de services et du gouvernement local, les contraignant à plus de transparence dans la fourniture de



services. Il s'agit d'un des rares exemples en Afrique de citoyens pauvres exigeant de leur gouvernement local et de leurs fournisseurs de service qu'ils rendent des comptes. Grâce aux systèmes de suivi et d'évaluation auquel participent au niveau communal des représentants locaux, les habitants peuvent ainsi surveiller de manière continue les dépenses consacrées aux projets d'eau et d'assainissement. Ils effectuent également des audits sur le rapport qualité/prix permettant de déterminer les points d'entrée perméables à la corruption. Lors des débats avec les fournisseurs de services et les décideurs, les représentants de la population locale soumettent leurs rapports et exigent aux responsables des installations mal bâties qu'ils rendent des comptes. S'ils n'obtiennent pas satisfaction, ils se tournent alors vers les médias. Du fait qu'aucun fonctionnaire ne souhaite être soupçonné de corruption, ils acceptent de rendre des comptes et de rectifier la situation, faute de quoi les actions citoyennes sont alors déferées au gouvernement central qui est chargé de la traiter.

Stratégies anti-corruption

L'Action citoyenne est une initiative de plaidoyer au niveau local visant à renforcer les pouvoirs des populations urbaines pauvres pour améliorer leur accès à l'eau et à l'assainissement et pour exiger des comptes dans la fourniture des services du secteur. Dans le cadre de cette approche citoyenne du plaidoyer, les organisations non gouvernementales, CIDI et Water Aid-Ouganda, facilitent les discussions avec les fournisseurs de service et les décideurs. Ils ne se considèrent pas comme des médiateurs au service des citoyens mais organisent des formations et prêtent leurs infrastructures pour aider les habitants à mieux comprendre la situation locale du secteur de l'eau et de l'assainissement. A cette occasion, CIDI a participé au renforcement des capacités locales et organisé des visites d'échanges avec des habitants des quartiers défavorisés de Kibera, un quartier pauvres de Nairobi au Kenya. De plus, CIDI aide les populations urbaines défavorisées à faire entendre leurs griefs en organisant des débats avec les fournisseurs de service. Ces réunions entre les fournisseurs de service et les utilisateurs non seulement permettent de collecter les avis et les suggestions de ces derniers sur les services et les installations mais sont également utiles pour trouver en commun des accords et des solutions. En tant que caisse de résonance des préoccupations des populations urbaines défavorisées, CIDI a permis également d'attirer l'attention des médias et publie une lettre d'information trimestrielle intitulée Community Voices.

Parmi les autres projets importants, citons:

La cartographie des ressources communautaires et la comptabilité des foyers

→ On identifie localement ceux qui ont accès et ceux qui n'ont pas accès à des services d'eau et d'assainissement adéquats. A partir de ces informations, il est possible de déterminer le niveau de services approprié qui peut alors être utilisé dans les négociations avec les décideurs et les fournisseurs. Cela permet en outre de collecter des informations sur les coûts et la couverture réels en permettant aux citoyens de s'élever contre les prestations injustes.

Formation et renforcement des capacités des populations locales

→ Ces formations comprennent des informations sur la planification gouvernementale et les cycles budgétaires. Cela

permet aux citoyens de participer aux différents processus de planification. Grâce à la participation des citoyens, un nombre accru de responsables et de fournisseurs sont surveillés, ce qui encourage l'intégrité.

Etablissement de structures locales de suivi et de plaidoyer

→ Les populations locales sont incitées à surveiller la mise en œuvre des projets d'intérêt public afin d'en évaluer le rapport qualité/prix. Cela permet d'identifier les travaux mal faits pendant la phase de mise en œuvre du projet. De plus, les groupes locaux de plaidoyer se retrouvent chaque mois pour discuter des préoccupations de la population locale.

« Le projet d'Action citoyenne nous a aidés, nous les habitants défavorisés des villes, à prendre conscience qu'il nous était possible d'améliorer nos conditions d'existence et d'exiger plus de redevabilité de la part des fournisseurs de services d'eau et d'assainissement et des décideurs locaux » Mme Scott Kiwanuka – Quartier de Tebuyoleka Zone Bwaise Slums

Enseignements

Les avis des utilisateurs sur la disponibilité, le fonctionnement, la qualité et les coûts sont essentiels pour préconiser une amélioration des services. Les habitants défavorisés des villes figurent désormais sur l'agenda du gouvernement local et des médias.

Les informations et les données locales, comme la cartographie numérique, permettent de demander des comptes aux gouvernements et aux fournisseurs de service tout en disposant de données facilitant les décisions en matière d'allocation des ressources.

En facilitant le contact direct entre les fournisseurs de services d'eau et d'assainissement, les décideurs et les utilisateurs, il est possible de trouver des solutions contraignantes.

Par le biais des actions et des exigences en matière de redevabilité, les pauvres des villes peuvent exercer une pression sur leurs représentants politiques locaux et ainsi exiger des comptes de la part des fournisseurs de services.

Lorsque les pauvres des villes se mobilisent et sont informés, ils disposent des outils pour exiger des comptes de la part des responsables corrompus qu'ils peuvent confronter et dont ils peuvent démontrer les agissements.

Le dialogue entre les fournisseurs de service, les décideurs politiques locaux et les bénéficiaires des services assure en général le développement d'une meilleure compréhension mutuelle dans la recherche de solutions aux problèmes posés.

Les médias constituent des canaux irremplaçables dans la lutte contre la corruption car ils permettent d'attirer l'attention du public sur les dysfonctionnements et de dénoncer les responsables de la corruption.